



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 19 au 23 octobre 2026

Faits saillants

- Japon : l'inflation accélère en septembre, avec une hausse des prix hors produits alimentaires frais de +2,1 % sur un an, contre +1,7 % en août.
- Japon : des failles informatiques critiques entraînent la suspension préventive de plusieurs services financiers.
- Corée : maintien du taux directeur de la Banque de Corée (BoK) malgré l'accélération des prix.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 23/10	Var. vs. 16/10
USD/JPY	156,9	-0,76 %
USD/KRW	1 324,9	-0,56 %
Nikkei 225	62 752 pts	-3,94 %
KOSPI	5 550 pts	-2,08 %
JGB 10 ans	2,798 %	-12,5 pbs
KTB 10 ans	4,093 %	-9,6 pbs

Région

Coopération financière bilatérale | Le 15 octobre, en marge des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Bangkok, les autorités coréennes et japonaises ont convenu de reconduire pour une durée de trois ans l'accord de swap de devises liant les deux pays, avec un plafond maintenu à 10 Mds USD. Rétabli en 2023 après huit ans d'interruption, et prévu pour arriver à échéance fin novembre, l'accord permet à la Corée et au Japon d'obtenir des dollars US en échange de leurs devises respectives en cas de tensions ponctuelles sur les marchés des changes. Même si le montant reste contenu – environ 2,3 % des réserves de change sud-coréennes – ce swap de devises représente en effet un filet de sécurité permettant d'accéder à des liquidités en dollar US en cas de difficultés temporaires. En confirmant cet outil de coopération financier, l'accord recouvre également une portée diplomatique utile entre les deux pays. La reconduction de l'accord intervient dans un contexte de volatilité accrue des taux de change et des flux de capitaux en Asie, en lien avec les tensions géopolitiques et les incertitudes entourant la politique monétaire américaine.

Japon

Macroéconomie

Inflation et politique monétaire | En septembre, d'après les données du Ministère des Affaires intérieures et des Communications, l'indice des prix à la consommation hors produits alimentaires frais a progressé de +2,1 % en glissement annuel (g.a), après +1,7 % en août. L'indice excluant l'énergie a également accéléré, passant de +1,9 % à +2,4 % en g.a. L'indice général des prix a crû pour sa part de +2,1 %. L'accélération de la hausse des prix confirme la persistance de pressions inflationnistes au-delà des seuls produits énergétiques, dans un contexte de yen faible et de renchérissement des intrants importés. Lors d'une intervention le 21 octobre, le vice-gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Ryozo Himino, a estimé que l'inflation tendancielle – qui retranscrit les chocs temporaires – se rapprochait de

la cible de 2 % et que les conditions financières demeuraient, à cet égard, accommodantes, malgré le relèvement du taux directeur à 1,25 % en septembre. Soulignant les risques associés à un maintien trop prolongé d'une politique monétaire jugé encore trop accommodante, il a ainsi conforté les anticipations d'une poursuite graduelle du resserrement monétaire. La prochaine réunion de la BoJ, prévue les 29 et 30 octobre, et la publication de ses nouvelles projections macroéconomiques devraient permettre de préciser les perspectives de normalisation, sans qu'un nouveau relèvement des taux dès octobre soit privilégié par les marchés, qui anticipent plutôt une prochaine hausse du taux directeur en décembre prochain.

Commerce extérieur | En septembre, d'après les données provisoires du ministère des Finances (MoF), les exportations du Japon ont crû de +16,7 % sur un an, à 10 972 Mds JPY (67,7 Mds EUR), portées par les ventes de produits technologiques (semi-conducteurs +40,4 % ; équipements de fabrication de semi-conducteurs +43,9 %) ainsi que les exportations automobiles (+15,1 %). Les importations ayant crû de leur côté de +18,9 %, à 11 509 Mds JPY (65,58 Mds EUR), le solde commercial a de nouveau été déficitaire, pour le 5^{ème} mois consécutif, s'établissant à -537 Mds JPY (-3,3 Mds EUR). La hausse des importations a surtout résulté de l'importance des achats énergétiques, avec une augmentation des achats de +51,1 % de pétrole brut et de +39,2 % de gaz naturel liquéfié.

Finances publiques | Le 19 octobre, la Première ministre Sanae Takaichi a indiqué ne pas exclure le recours à de nouvelles émissions obligataires pour financer le soutien au pouvoir d'achat des ménages, tout en réaffirmant l'objectif d'une réduction du ratio de dette publique rapportée au PIB (205 %). Le projet gouvernemental prévoit, en particulier, d'abaisser de 8 % à 1 % la taxe sur la consommation applicable aux produits alimentaires pendant deux ans à compter d'avril 2027, en parallèle d'aides supplémentaires liées au revenu, pour un coût combiné estimé à 10 000 Mds (61,7 Mds EUR) sur deux ans. Par ailleurs, le gouvernement examine une nouvelle réintroduction, dès décembre, des subventions au gaz et à l'électricité, arrivées à échéance en septembre, dont le financement pourrait mobiliser les réserves budgétaires, voire appeler un budget supplémentaire. Depuis 2023, les mécanismes de soutien à l'énergie auraient représenté environ 5 600 Mds JPY (34,6 Mds EUR) de dépenses cumulées. Ces mesures, encore à l'étude ou soumises au processus législatif, soulignent la difficulté pour l'exécutif de concilier soutien aux ménages et crédibilité budgétaire (vis-à-vis des marchés) alors que la normalisation monétaire en cours renchérit progressivement le coût de financement de la dette publique.

Secteur financier

Marché obligataire | La demande d'obligations souveraines japonaises reste soutenue, tandis que les ventes persistantes de titres étrangers par les investisseurs japonais interrogent sur une possible réallocation des portefeuilles au profit des actifs domestiques. L'adjudication de titres à 20 ans du 20 octobre a enregistré 3 139 Mds JPY (19,4 Mds EUR) de soumissions pour 537 Mds JPY (3,3 Mds EUR) alloués, soit un ratio de couverture de 5,8 et un rendement moyen de 3,72 %. Le rendement de référence à 10 ans s'établissait à 2,87 % le 22 octobre, contre 2,93 % le 16 octobre. Dans le même temps, les investisseurs japonais ont cédé pour 162 Mds JPY (moins de 1,0 Md EUR) d'obligations étrangères de long terme au cours de la semaine achevée le 17 octobre, selon les données du MoF du 22 octobre. Il s'agit de la 5^{ème} semaine consécutive de ventes nettes, représentant 3 430 Md JPY (21,2 Mds EUR) cumulés sur la période. Ces flux traduisent avant tout le renforcement de l'attrait relatif des JGBs, qu'accompagne une réallocation graduelle des placements des fonds japonais.

Cybersécurité et résilience opérationnelle | La découverte de failles informatiques majeures a provoqué cette semaine des interruptions préventives de services bancaires au Japon, mettant en évidence les risques opérationnels liés à la cybersécurité. La révélation, le 21 octobre, de deux vulnérabilités critiques du langage de programme PHP, largement utilisé dans les services en ligne, a conduit, sur demande expresse de la Première ministre à travers une alerte publique urgente, plusieurs entreprises, institutions et établissements financiers à suspendre temporairement certaines activités afin de sécuriser leurs systèmes. Au plan financier, *Mitsubishi UFJ Bank* a ainsi interrompu des opérations d'ouvertures de comptes d'investissements et de souscription au dispositif NISA, tandis que *Mizuho Bank*, *Shizuoka Bank* et plusieurs banques régionales ont aussi suspendu leurs services numériques. Ces interruptions ont été décidées à titre préventif, sans cyberattaque avérée contre les établissements concernés, et le système interbancaire japonais de paiement n'était pas affecté au 22 octobre. Cet épisode intervient dans un contexte de vigilance accru de la *Financial Services Agency* (JFSA), qui a appelé le 9 octobre les établissements financiers à renforcer leurs dispositifs de cybersécurité et de gestion des prestataires informatiques, notamment face aux risques d'usurpation d'identité liés aux fuites de données personnelles.

Secteurs non financiers

Automobile | Le constructeur chinois *Chery* a annoncé cette semaine son entrée prévue sur le marché japonais pour 2027 avec son SUV hybride compact « Omoda 4 ». *Chery* est le premier exportateur automobile chinois avec plus de 200 000 véhicules exportés au plan mondial en septembre (+53 % en g.a). L'annonce, qui fait écho au lancement du modèle kei car « Racco » par *BYD* au Japon fin juillet, s'inscrit dans le ralentissement actuel du marché domestique chinois (-17 % de ventes depuis l'année dernière), les constructeurs axant désormais davantage leur stratégie sur l'export. La dynamique en cours s'explique également par la hausse des prix du carburant, qui stimule la demande en véhicules électriques (VE). Depuis 2023, la Chine est le premier exportateur d'automobiles en volume au niveau mondial, devant le Japon. L'an dernier, la Chine a exporté 8,32 millions de véhicules contre 4,2 millions pour le Japon. A noter par ailleurs que les ventes des constructeurs japonais sur le marché chinois continuent de décliner rapidement : si entre juillet 2025 et juillet 2026, *Toyota* a relativement résisté avec une baisse de 4 % des ventes dans le pays (pour 5,3 % de parts de marché), *Honda* a subi un net repli (de -43 %, pour 1,4 % des parts de marché), pendant que *Nissan* voyait ses ventes reculer de -13 % (1,7 % de parts de marché).

Semiconducteurs | Le 19 octobre, le Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) a annoncé un plan d'investissement supplémentaire de 400 Mds JPY (2,3 Mds EUR) en fonds propres dans le consortium *Rapidus*, couvrant la période 2027-2029. Ces fonds supplémentaires doivent permettre à *Rapidus* de démarrer la production de semiconducteurs avancés de 2nm dès avril 2027. Parmi les 17 secteurs d'investissements stratégiques ciblés par le Japon, la priorité à court terme sera donnée à la filière des semiconducteurs avec pour finalité d'en faire un secteur rapidement rentable, avec une cible de 40 000 Mds JPY (227 Mds EUR) de ventes mondiales de semiconducteurs « *made in Japan* », y compris de nœuds avancés, d'ici 2040. Ces nouveaux fonds s'ajouteront aux 250 Mds JPY (1,4 Md EUR) déjà alloués pour 2025 et 2026, portant l'engagement public total en fonds propres à 650 Mds JPY (3,6 Mds EUR). Ce financement en fonds propres des autorités a pour objectif de i) financer la construction des lignes de production de la fonderie tout en préparant le développement des puces 1,4 nm à partir de 2029, et ii) d'attirer des financements privés supplémentaires. Des interrogations subsistent néanmoins sur la capacité du consortium à attirer une clientèle suffisamment nombreuse, à décrocher des commandes fermes et à rivaliser avec des acteurs établis tels *TSMC* et *Samsung*, alors que la production en masse de nœuds de 2 nm nécessite encore des investissements considérables.

Énergie | *Idemitsu Kosan*, deuxième groupe japonais de raffinage et de distribution de produits pétroliers, prévoit de commencer à commercialiser du gaz naturel liquéfié (GNL) au Japon au début des années 2030, en privilégiant des approvisionnements provenant de régions hors du Moyen-Orient. Le groupe, qui commercialise déjà du pétrole et du charbon mais pas encore de gaz, fait du GNL un axe de croissance prioritaire à moyen et long terme. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large de diversification du secteur pétrolier japonais vers le gaz naturel : *ENEOS Holdings*, premier groupe pétrolier japonais, a renforcé sa participation dans un projet de GNL en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont la décision finale d'investissement est attendue d'ici fin 2026, tandis que *Cosmo Energy Holdings*, troisième raffineur du pays, envisage de construire de nouvelles centrales électriques au gaz naturel. Alors que le Japon s'est progressivement positionné comme un acteur de la commercialisation du GNL en Asie-Pacifique, dans un contexte de recul de la demande intérieure, les impératifs de diversification des approvisionnements et la hausse des besoins en électricité liés au développement de l'intelligence artificielle pourraient soutenir une reprise de la consommation domestique. Selon les projections du ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI), la demande nationale en GNL pourrait atteindre 74 millions de tonnes au cours de l'exercice 2040, soit près de 15 % de plus qu'en 2025. Cette évolution ouvrirait de nouveaux relais de croissance pour les groupes pétroliers japonais, tout en leur permettant de diversifier leurs activités et de renforcer la sécurité énergétique du pays, sur un marché historiquement dominé par les énergéticiens et les grandes maisons de commerce japonaises.

Corée du Sud

Macroéconomie

Politique monétaire | Le 22 octobre, la Banque de Corée (BoK) a décidé à l'unanimité de maintenir son taux directeur à 3,0 %, après deux hausses consécutives de 25 points de base en juillet et en août. Dans sa décision, la BoK a souligné que l'économie sud-coréenne poursuivait une croissance plus

soutenue qu'anticipée, portée par les exportations et l'investissement, liés au super-cycle de l'IA et des semi-conducteurs. Elle a ainsi estimé que la hausse du PIB devrait dépasser ses prévisions d'août (3,3 % en 2026 et 2,9 % en 2027). Ce constat a été confirmé par l'OCDE qui a aussi revu à la hausse ses prévisions de croissance, à 3,7 % en 2026 (contre une projection de 2,6 % en juin) et de 2,6 % en 2027 (contre 1,9 % en juin). Pour rappel, le FMI a rehaussé sa prévision de croissance à 3,3 % en 2026 (contre 2,6 % lors des prévisions de juillet) et 2,8 % en 2027 (2,5 % en juillet) lors des dernières assemblées annuelles de Bangkok. La BoK a indiqué en parallèle que les pressions inflationnistes demeureraient toutefois élevées, avec une inflation à +2,9 % en septembre, supérieure à la cible de 2 %. Le gouverneur Shin Hyun-song a souligné que les effets des deux précédentes hausses de taux se transmettaient aux marchés financiers et qu'il convenait encore d'en évaluer les conséquences sur la croissance, l'inflation et la stabilité financière. La BoK a enfin confirmé suivre de près les évolutions autour du conflit au Moyen-Orient ainsi que les orientations des politiques monétaires et budgétaires des grandes économies. En fonction de l'évolution de la conjoncture mondiale et des risques induits sur la croissance, la hausse des prix et la stabilité financière, la BoK déterminera le calendrier et le rythme de nouvelles hausses de taux.

Secteurs non-financiers

Construction navale | Les exportations sud-coréennes de navires ont progressé de +30 % sur un an en septembre, atteignant un record de 32 Mds USD depuis janvier 2026 (+11 % sur un an), soit leur niveau le plus élevé depuis huit ans. Cette hausse s'explique notamment par la forte demande mondiale de navires GNL, segment dans lequel les chantiers coréens sont spécialisés. En 2025, la part de marché de la Corée du Sud dans les commandes mondiales de construction navale s'est élevée à 20 % plaçant le pays au 2^e rang mondial, derrière la Chine. La dynamique exportatrice de la Corée s'accompagne d'un intérêt croissant des acheteurs étrangers pour les technologies et équipements navals coréens : lors de l'*Offshore Korea 2026*, organisé par la KOTRA (*Korea Trade Agency*) du 14 au 16 octobre à Busan, plus de 70 entreprises coréennes ont rencontré une quarantaine d'acquéreurs étrangers potentiels dans le cadre d'entretiens commerciaux représentant 330 Mi USD de projets discutés, autour des carburants alternatifs, le captage du carbone et les navires intelligents. La KOTRA entend à travers cet événement diversifier les débouchés des équipementiers coréens et renforcer leur positionnement sur les marchés liés à la décarbonation du transport maritime, dans un contexte d'évolution des réglementations internationales visant la réduction des émissions du secteur (discussions en cours à l'Organisation maritime internationale).

Electronique | A l'occasion du *Korea Electronics Show (KES) 2026*, organisé du 13 au 16 octobre à Séoul, autour des technologies innovantes dans les secteurs de la transformation IA des processus industriels, de la robotique, de la mobilité et des composants électroniques, les groupes *Samsung* et *LG* ont présenté leurs avancées technologiques, en mettant l'accent sur les innovations IA dans les appareils du quotidien (appareils ménagers et robots domestiques). Une cinquantaine d'entreprises européennes (dont françaises) ont pris part à ce salon, soutenues par le programme *EU Business Hub* d'accompagnement à l'internationalisation des PME européennes sur les marchés coréen et japonais. En marge du salon, le *French Korea Tech Summit*, organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Coréenne (FKCCI) et la *Korea Electronics Association (KEA)*, s'est focalisé sur les opportunités de renforcement de la coopération technologique et industrielle dans l'IA et la transition écologique entre la France et la Corée.